

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 22/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TITANOBEL

dépôt
11390 Cuxac-Cabardès

Références : 2023-195
Code AIOT : 0006600117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement TITANOBEL implanté La Plaine de Cazelle 11390 Cuxac-Cabardès. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>.

La visite d'inspection s'inscrit dans la planification normale des inspections annuelles concernant un site SEVESO.

L'inspection a mis à profit la thématique POI pour demander à l'exploitant de jouer (simulation) la gestion d'un incendie à l'extérieur de son établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- La Plaine de Cazelle 11390 Cuxac-Cabardès
- Code AIOT : 0006600117

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TITANOBEL exploite une unité de fabrication et de stockage d'explosif de type "nitrate-fioul" ainsi que du stockage de détonateurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	/	Sans objet
2	Mise à jour du POI	Autre du 24/09/2020, article R.515-100	/	Sans objet
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.	/	Sans objet
5	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
6	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
8	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
9	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
10	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
11	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
12	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
13	Etat des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
14	Etat des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
15	Débroussaillage extérieur	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 8.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre ainsi que les abords intérieurs et extérieurs.

Les stocks sont bien tenus et le registre de l'état des stocks exact par rapport aux produits contrôlés sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier POI disponible : POI/CUX/2010/065 - version E du 30 septembre 2022. Il s'agit de la dernière version également disponible auprès de la DREAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Autre du 24/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Les motivations de la mise à jour du POI version E du 30 septembre 2022 sont spécifiées dans le document POI et les modifications introduites apparaissent en caractères italiques gras. Objet de la modification version E : <ul style="list-style-type: none">- mise à jour triennale qui intègre l'évolution de la réglementation "post-Lubrizol" et actualise les fiches réflexes.- introduction d'une annexe 15 "Moyens et méthodes prévus par l'exploitant pour la remise en état de l'environnement après un accident majeur". Le dernier exercice POI date du 16 septembre 2022 : Le compte rendu présenté comprend quelques points incomplètement documentés, en particulier : <ul style="list-style-type: none">- intégrer l'identification des participants extérieurs,- identifier la personne rédactrice du compte-rendu,- dater la rédaction du compte-rendu. L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI "hors heures ouvrables" sur le site de Cuxac-Cabardés. L'exploitant indique avoir réalisé un exercice "hors heures ouvrables" (entre 12h et 14h) en décembre 2022 sur son site de Saint-Maur (32) (secteur Sud-Ouest). Actions retenues : <ul style="list-style-type: none">- planifier le prochain exercice POI sur un créneau horaire "hors heures ouvrables",- compléter les éléments du compte-rendu (rédacteur, date...) afin d'améliorer la traçabilité des exercices.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.
Constats : Tout le personnel du site de Cuxac-Cabardés est intégré au dispositif de l'astreinte : 6 personnes au total. Un organigramme du dépôt de Cuxac-Cabardés en date du 08/06/2022 est disponible et permet d'identifier l'ensemble du personnel du site. Le jour de la visite, c'est le Chef de dépôt qui est identifié comme personne d'astreinte. Un planning d'astreinte est disponible et permet d'identifier les semaines d'astreinte affectées. Un registre papier est disponible et permet de reporter les contrôles réalisés et planifiés pour les tours d'astreinte. Ce document ne permet pas de renseigner les événements qui sont liés à l'astreinte comme le prévoit le document SGS INS-09-01 qui stipule "Le registre d'astreinte (ou cahier de permanence) est destiné à tracer toutes les alarmes et toutes les interventions auxquelles l'agent chargé de l'astreinte a dû faire face pendant sa période d'astreinte." Le déclenchement des alarmes est suivi par une société de télésurveillance. Un contrat de 2015 complété par un avenant du 29/03/2018 "levé de doute vidéo" définit les actions attendues en cas de déclenchement. Le jour de la visite, l'attestation relative à la formation de l'astreinte n'était pas disponible pour l'ensemble des agents concernés. Le jour de la visite, le justificatif relatif à la formation POI a pu être présenté à l'exception d'un agent récemment embauché (depuis le 08/06/2021), mais inclus dans le dispositif d'astreinte. Documents consultés : - PRS-05-01 Version G du 07/06/2016 "Gestion des situations d'urgence" - INS-09-01 Version A du 08/07/2016 "Organisation des astreintes dans le réseau de distribution de TITANOBEL" (remplace le document INS-05-01) Actions retenues :(sous un mois) - compléter le registre des vérifications d'astreinte pour y inclure la possibilité de renseigner les événements liés à l'astreinte, conformément au INS-09-01, - produire le justificatif de formation à l'astreinte pour l'ensemble du personnel d'astreinte, - produire le justificatif de formation POI du dernier agent embauché et intégré à l'astreinte.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : A la demande de l'inspecteur, un exercice POI est lancé, sans engagement de moyens, sur la base du scénario suivant : "Au cours d'une promenade, un tiers constate un dégagement de fumées importantes et un début de prise en feu du tas sec de fumier + paille déposée à une trentaine de mètres de l'entrée du site de dépôt de détonateurs et d'explosifs. L'exploitant a adressé son compte-rendu d'exercice POI par mail en date du 23/3/2023. Ce document identifie les points forts et les points d'améliorations possibles, repris ci-après : Points forts : compétence, calme, connaissance des risques, analyse de la situation et des moyens possibles à mettre en œuvre - extincteur à roues de 50 kg, suivi et respect de la procédure POI - Fiche 5 et 6. Points d'amélioration : <ul style="list-style-type: none">- améliorer la lisibilité de la fiche 6 afin de bien respecter l'ordre d'appel téléphoniques des administrations - services qui doivent être contactés,- pour chaque exercice POI, utiliser systématiquement une copie de la fiche 6 (et fiche 40 selon les besoins de l'exercice) afin de renseigner les actions réalisées, dont les appels téléphoniques effectués et garder une trace des actions engagées,- compléter la fiche 6 pour documenter certaines données indispensables à la gestion d'un incendie (présence de vent, direction du vent ...),- compléter la fiche 47 du POI "Recensement et localisation des moyens" pour rendre lisible l'ensemble des inscriptions et localiser les bannes à feu et le nouvel emplacement de la benne à déchets de BB sur la zone de fabrication. Actions retenues : L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre les améliorations renseignées ci-dessus. L'inspection considère que ces évolutions ne nécessitent pas d'engager de suivi particulier. L'inspection propose d'adresser à la préfecture pour attribution le compte rendu d'exercice qui met en avant au jour de l'exercice une difficulté à joindre le service de la préfecture SIDPC (le numéro d'astreinte détenu par l'exploitant est correct).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : Les personnes susceptibles de déclencher les procédures d'astreinte sont celles qui sont d'astreinte au jour de l'évènement. La personne d'astreinte, lorsqu'elle n'est pas le chef de dépôt ou son adjoint, est le directeur des opérations interne jusqu'à l'arrivée sur site du chef de dépôt ou de son adjoint. Le déroulement des actions liées au déroulement du POI est formalisé sous forme de fiche dans le document POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention
Constats : La personne d'astreinte au jour de l'évènement est le DOI. Le chef de dépôt ou son adjoint prend le relais à leur arrivée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles
Constats : Plusieurs fiches réflexes sont disponibles au sein du document POI. La fiche 47 demande à être reprise afin de : <ul style="list-style-type: none">- localiser l'emplacement des bannes à feu,- rendre lisible certaines inscriptions,- désigner le nouvel emplacement de stockage des déchets de big-bag de nitrate d'ammonium technique. Actions retenues : Mise à jour de la fiche 47 à réaliser. Pas de suivi particulier proposé pour cette action.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
Constats : Une salle PPI est disponible en dehors des zones d'effets. Cette salle n'est pas équipée de moyens de communication. Le déclenchement POI conduit à l'information du Maire qui à la possibilité de communiquer avec la population. Une sirène PPI est présente sur la zone du dépôt d'explosifs et détonateurs. Cette sirène se déclenche automatiquement tout le premier mercredi de chaque mois afin de constater son bon fonctionnement. Cependant, à l'occasion de ces essais, l'exploitant ne vérifie pas la bonne audibilité de la sirène à l'extérieur en limite de zone Z5. Actions retenues : Mettre en place une vérification du caractère audible de la sirène PPI en extérieur et en limite de zone Z5 Tracer le résultat de cette vérification en précisant le positionnement au moment de la vérification. La prise en compte de cette action pourra faire l'objet d'une vérification au cours d'une prochaine visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : La fiche 40 du POI propose un canevas type relatif à la communication auprès des administrations. La Procédure du SGS PRS-05-02 "cellule et communication de crise" et en cours de révision (version 4) pour prendre en compte les aspects suivants : Le nouveau partenariat directoire de TITANOBEL Mise en place d'une cellule communication en cas d'attaque virale... La version projet (version 4) a été présentée. Action retenue : Présenter la version définitive et validée de la révision de la procédure du SGS PRS-05-02 (version 4). L'inspection n'a pas retenu, à ce stade, de suivi spécifique pour la réalisation de cette action.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contenu POI : articulation avec SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention
Constats : Chaque zone du site est munie d'un seul accès. Les équipes d'intervention SDIS connaissent le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contenu POI : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
Constats : Voir fiche de constat n° 3 du présent rapport relatif à la traçabilité et à la formation POI. Le dernier POI sur site date du 04/04/2022, mais pas d'exercice feu. Le prochain exercice est prévu le 18/04/2023. L'inspection constate que le personnel n'est pas formé au maniement des battes à feu, ni au maniement physique des extincteurs (uniquement en simulation). Actions retenues : L'inspection demande à ce que le personnel dispose d'une formation physique pour le maniement de batte à feu et le maniement d'extincteur afin de gagner en efficacité en cas de réelle intervention. Ce type d'enseignement doit être encadré et sécurisé et peut-être réalisé, en fonction des circonstances, sur un emplacement sécurisé et éloigné de tout risque d'incendie (zone de rassemblement ...). La prise en compte de cette action pourra faire l'objet d'une vérification au cours d'une prochaine visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Un état des stocks est disponible et est fait régulièrement. Par sondage, l'inspection a contrôlé l'adéquation entre le stock physique et le registre des stocks sur plusieurs produits (détonateurs et explosifs) : La concordance est vérifiée. Le suivi de l'état du stock de déchets ne figure pas dans l'état des stocks. Actions retenues : Intégrer le suivi des déchets dangereux dans la gestion des stocks. La prise en compte de cette modification sera vérifiée lors d'une prochaine visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Etat des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Constats : Un état des stocks est disponible et est fait régulièrement : Il est également rapidement disponible depuis l'extérieur de l'enceinte du site.</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé l'adéquation entre le stock physique et le registre des stocks sur plusieurs produits (détonateurs et explosifs) : La concordance est vérifiée.</p> <p>Les FDS sont également disponibles pour chacun des produits stockés sur site : également jointe au dossier POI de l'établissement.</p> <p>Le suivi de l'état du stock de déchets ne figure pas dans l'état des stocks.</p> <p>Actions retenues :</p> <p>Intégrer le suivi des déchets dangereux dans la gestion des stocks.</p> <p>La prise en compte de cette modification sera vérifiée lors d'une prochaine visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Etat des stocks synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Un état des stocks est disponible et est fait régulièrement. Les principaux produits détenus sur sites sont de la catégorie des « PRODUITS EXPLOSIFS » (Explosifs – Nitrate – Fioul) : Cette terminologie ne nécessite pas de vulgarisation supplémentaire. L'exploitant a intégré une nouvelle annexe 15 à son POI : « Moyens et méthodes prévus par l'exploitant pour la remise en état de l'environnement après un accident majeur » Selon les dires de l'exploitant, des échanges sont en cours sur la caractérisation des poussières d'incendies sur un dépôt d'explosifs. Actions retenues : Intégrer la prise en compte des poussières d'incendie dans le cas d'un évènement accidentel dès que des éléments précis seront disponibles et validés par les autorités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Débroussaillage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage extérieur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 8.2.3 Propreté de l'installation ... Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques (fabrication et stockages), sont débroussaillés régulièrement selon un rayon de 50 m, ainsi que ceux du stockage de nitrate d'ammonium, du stockage de palettes en bois et des zones de stockage des déchets sont désherbés et débroussaillés régulièrement selon un rayon de 10 m ; les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage sont de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Il est interdit de laisser des herbes sèches et d'emmagasiner des matières facilement inflammables, telles que du foin, des huiles, des graisses dans un rayon de 50 m autour des zones ci-dessus.
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté l'absence d'accumulation de matières combustibles à l'extérieur du site dans un voisinage d'environ 50 m. L'aspect visuel de la zone des 50 m autour de l'enceinte du site répond à l'objectif de la prescription : désherbage et débroussaillage effectifs. L'inspection relève la présence d'un stockage temporaire humide de fumier/paille en attente d'épandage dans le voisinage du dépôt, côté entrée à environ une trentaine de mètres de l'accès au site de dépôt des explosifs et détonateurs. L'exploitant doit s'assurer de la bonne élimination du tas de fumier dans des délais raisonnables afin qu'il ne sèche pas sur place et devienne une source potentielle de matières combustibles. L'exploitant propose de modifier la zone de stockage du fumier en l'éloignant de l'accès du site. Consigne sera passée auprès de l'agriculteur. Actions retenues : Formaliser la nouvelle zone de stockage du fumier afin d'écarter tout risque de propagation d'un éventuel incendie, particulièrement en période de sécheresse. S'assurer que la consigne soit bien comprise auprès de l'agriculteur pour les nouveaux arrivages de fumier. Point qui sera observé à l'occasion d'une prochaine visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet